



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Macon Cedex

Mâcon, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPUR CENTRE

18, parc d'activités Les Blattiers
71160 Digoïn

Références : LE/CS/2026/M_010
Code AIOT : 0024700046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement EPUR CENTRE implanté 18, parc d'activités Les Blattiers 71160 Digoïn. L'inspection a été annoncée le 08/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur le thème du traitement des VHU (véhicules hors d'usage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPUR CENTRE
- 18, parc d'activités Les Blattiers 71160 Digoïn
- Code AIOT : 0024700046
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection ICPE a porté sur les installations de traitement, démontage, dépollution des véhicules hors d'usage déposés sur le site (rubrique 2712-1 du régime de l'enregistrement de la nomenclature des ICPE).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	VLE rejets (STEP/milieu naturel)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 31	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures des rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
3	Registre des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44	Sans objet
6	Dépollution, démontage, découpage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42	Sans objet
7	Gestion des batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
8	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet
9	Entreposage des pièces et fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement entretenu (propreté générale, station de démontage et dépollution,

entreposage des pièces et fluides récupérés).

L'inspection n'a pas relevé de non conformités au niveau documentaire et sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant a présenté le contrat RECYCLEUR, signé du 07 février 2025 entre l'éco-organisme agréé "Recycler mon véhicule" association régie par la loi 1901, selon les articles L 541-10 et suivants du code de l'environnement (préambule du contrat) et la société EPUR Centre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant déclare acheter les VHU (Véhicules Hors d'Usage) aux détenteurs de VHU non dépollués. Il détient les bordereaux d'achats des VHU (exemple bordereau d'achat du 17 novembre 2025 (n° de pièce 04-25110034) entre société DDR Automobiles 71160 Digoin et EPUR Centre 71160 Digoin pour un montant de 46,08€).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage, la quantité de tonnes ou m³, la raison sociale et le SIRET de l'expéditeur, le code de traitement prévu- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant a présenté le logiciel OPISTO (registre de suivi) où sont enregistrés pour chaque VHU , le numéro de police, l'immatriculation, la marque, le modèle, l'année, l'état (broyé), la provenance (particulier ou récupérateur), le numéro de série du véhicule, les étapes de traitement (date entrée, date stockage, date sortie, nom et adresse du vendeur, destination (broyage). L'exploitant a présenté le logiciel NESSY où son enregistrés les pesées par véhicule rentrant (poids collecté), le SIRET expéditeur, la désignation des déchets, la date de traitement, la raison sociale et l'adresse du producteur, le code de traitement, le dépôt (centre EPUR de Digoïn). Ce logiciel suit également les déchets (flux) sortants. Ces informations sont reprises pour alimenter le registre des déchets (entrants et sortants sous format Excel) qui a été fourni où figurent la désignation (nature) et la quantité (poids) des déchets traités sur site. L'ensemble des informations requises sont suivies par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE rejets (STEP/milieu naturel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 31
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : PH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 si neutralisation alcaline) Valeurs limites d'émission (Rejets STEP / milieu naturel) Matières en suspension : 600 mg/l ; / 35 DCO : 2 000 mg/l ; / 125 DBO5 : 800 mg/l. / 30 Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous a présenté les dernières analyses d'eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures (eaux pluviales susceptibles d'être polluées, voiries, nommée EP2 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation).</p> <p>(laboratoire Eurofins prélèvement en date du 27 octobre 2025) pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les valeurs mesurées pour chacun des paramètres suivis (PH,MES, DCO, DBO5, Chrome 6, Hydrocarbures totaux, plomb, métaux totaux) sont inférieures aux valeurs limites d'émission définies dans l'arrêté ministériel du 26/11/2012.</p> <p>On souligne toutefois que la liste des paramètres à suivre imposés par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 2 mai 2023 est plus importante.</p> <p>Le suivi (analyses d'eau) de l'ensemble des éléments prescrits (notamment de métaux lourds en sus des paramètres de l'AM du 26/11/2012) par l'APC du 02/05/2023 est réalisé par l'exploitant. La conclusion reste qu'à la lecture de la dernière analyse réalisée en 2025, les rejets sont conformes. La périodicité de réalisation des analyses d'eau, prescrite par l'APC du 02/05/2023, qui est de 6 mois, est respectée par l'exploitant pour les années présentées de 2023 à 2024 (périodicité inférieure à 6 mois). Toutefois, en 2025 l'analyse d'eau (du 27/10/2025) intervient plus d'un an après celles réalisées en 2024 (en date du 17/06/2024 et 26/09/2024) .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra respecter à l'avenir la périodicité de réalisation des analyses d'eau (rejets aqueux au point EP2, sortie du séparateur d'hydrocarbures) qui est de 6 mois selon son APC du 02/05/2023. Il réalisera notamment une analyse de ces rejets aqueux dans les six mois suivants la date de la dernière analyse du 27/10/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Mesures des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 31 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi de ses rejets aqueux (sortie du séparateur d'hydrocarbures) au moins une fois par an par le laboratoire Eurofins Hydrologie Centre Est (accrédité COFRAC et agréé ministère chargé de l'environnement, vérifié sur le site " : http://www.labeau.ecologie.gouv.fr).</p>

<p>L'exploitant suit par année l'évolution des résultats d'analyses sur un tableau de bord (Excel). La périodicité de réalisation des analyses d'eau, prescrite par l'APC du 02/05/2023, qui est de 6 mois, est respectée par l'exploitant pour les analyses présentées de 2023 à 2024 (périodicité inférieure à 6 mois). Toutefois, en 2025 l'analyse d'eau (du 27/10/2025) intervient plus d'un an après celles réalisées en 2024 (en date du 17/06/2024 et 26/09/2024) .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant respectera à l'avenir la périodicité de réalisation des analyses d'eau (rejets aqueux au point EP2, sortie du séparateur d'hydrocarbures) qui est de 6 mois selon son APC du 02/05/2023. Il réalisera notamment une analyse de ces rejets aqueux dans les six mois suivants la date de la dernière analyse du 27/10/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Dépollution, démontage, découpage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dépollution, démontage et découpage.</p> <p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries ...</p> <p>II. Opérations après dépollution :</p> <p>L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.</p> <p>Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de dépollution des véhicules hors d'usage est située sur une aire étanche et sur rétention. Cette aire est placée sous abri et distante de plus de 4 mètres de la zone de cisailage et pressage des véhicules dépollués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Gestion des batteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p>

[...]

L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage, d'éclairage et d'allumage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- un contrôle de sécurité des batteries de puissance est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les véhicules hors d'usage accidentés :
 - les batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage et les batteries de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;
 - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.

[...]

Constats :

Les batteries de démarrage et d'éclairage (au plomb) sont déconnectées puis retirées dès le premier jour

d'arrivée du véhicule hors d'usage (et véhicule hors d'usage accidenté)..

Les batteries (de puissance) des véhicules électriques ne sont pas traitées sur le site. Seules les batteries au

plomb (de démarrage) sont traitées sur le site. Après leur démontage, elles sont stockées dans des bacs

étanches sous abri et pour une durée réduite sur site (inférieure à six mois).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41

Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain

Prescription contrôlée :

II. Entreposage des pneumatiques :

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

Constats :

Les pneumatiques retirés des véhicules hors d'usage sont stockés dans une benne de 30 m³ sur un emplacement à distance de la station de dépollution et dans des conditions à prévenir le risque d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entreposage des pièces et fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41

Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain

Prescription contrôlée :

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :
Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

Constats :

Les pièces et fluides récupérés sur les véhicules hors d'usage sont stockés sous abri sur dalle étanche.

Il n'y a pas de pièces contenant des PCB et PCT.

Les fluides (graisses, huiles, liquides de refroidissement) récupérés sur les véhicules hors d'usage sont stockés dans des conteneurs fermés, étanches sur rétentions (au niveau de la station de dépollution).

Les pièces et fluides sont entreposés sur site pour une durée inférieure à six mois.

L'exploitant dispose de produits absorbants en cas de pollution accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite